

En finir avec les frontières qui tuent Stop à la sale guerre aux migrants

LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION POUR TOUS !

BULLETIN NPA DU SECTEUR AUTO DU PERCHE

17 SEPTEMBRE 2015

Partout aux frontières, murs, barbelés, navires de guerre, avions : les chefs d'Etat européens ont déclaré la guerre aux migrants. Mais depuis la découverte de 71 cadavres dans un camion en Autriche, la photo du petit Aylan, mort sur une plage en Turquie et après 3 000 morts en Méditerranée depuis janvier, ils adoptent un discours «humaniste», cynique et démagogique.

Ils opposent maintenant les «vrais» réfugiés de guerre aux «faux» réfugiés économiques. Mais qu'ils fuient l'Afrique, la Syrie, l'Irak ou l'Afghanistan, tous ces migrants sont avant tout les victimes d'une situation dont les grandes puissances sont largement responsables.

Le bal des hypocrites

Dans sa conférence de presse, Hollande a fait semblant de s'émouvoir du sort des migrants, alors qu'il porte une lourde responsabilité dans leur dramatique situation. Car ce sont les capitalistes comme Areva ou Total qui pillent depuis des décennies les matières premières de ces pays. Ce sont les Dassault qui vendent des armes aux pires dictateurs. C'est un requin comme Bolloré qui a la mainmise sur toute une partie de l'économie africaine. Et l'armée française intervient militairement lorsque la situation paraît menaçante pour les intérêts capitalistes.

A force de mener des guerres, de tuer des populations civiles, de détruire l'économie de ces pays, nos gouvernements sèment le chaos. Et l'annonce par Hollande de vols de reconnaissance au dessus de la Syrie, avant des frappes aériennes contre Daech ne pourra qu'aggraver la situation.

La France et l'Europe peuvent accueillir des migrants !

La Turquie, la Jordanie et le Liban accueillent plus de 3 millions de réfugiés, et l'Europe ne pourrait pas ? On avance le chiffre de un million de réfugiés pour 510 millions d'Européens. Cela veut dire une personne pour 500 habitants, et on ne pourrait pas ?

Pourtant, en 1962, à la fin de la guerre d'Algérie, la France seule a accueilli sans problème un million de rapatriés. En 1979, c'est à 120 000 « boat people » vietnamiens et cambodgiens qu'elle avait ouvert les bras.

Chaque fois, parce qu'elle avait estimé qu'ils étaient en danger de mort, comme aujourd'hui. Et alors ? Aucune catastrophe à la clé. Aujourd'hui, la France ne serait prête à accueillir que 24 000 personnes sur deux ans, alors que l'Allemagne, qui se disait prête à en accueillir 800 000 en un an, vient de refermer ses frontières. Chacun se renvoie la balle avec des «quotas».

La faute au gouvernement et aux capitalistes, pas aux migrants

Il ne faut pas les laisser nous diviser. Car ces migrants ne menacent ni nos emplois, ni nos conditions de vie. Ce n'est pas à cause d'eux qu'il y a des licenciements, des fermetures d'usines, le gel des salaires, la remise en cause du Code du travail, mais à cause de l'avidité des grands patrons qui en veulent toujours plus, et du gouvernement à leur service qui leur sert la soupe.

Et qu'on arrête de nous rabâcher que la France n'a pas les moyens « d'accueillir toute la misère du monde », qu'elle doit donner la préférence à « nos » chômeurs, à « nos » mal logés et à « nos » pauvres. Pour régler cela, il suffirait de s'en prendre aux profits capitalistes : 40 milliards amassés par les entreprises du CAC 40 au cours des 6 derniers mois. Ou de reprendre les 40

milliards que le gouvernement a décidé d'offrir aux entreprises plutôt qu'aux classes populaires, dans le cadre de son « pacte de responsabilité ».

Une mobilisation qui commence et doit s'amplifier

Rien ne peut arrêter des hommes et des femmes fuyant la misère ou la mort dans leur pays. Aucun barbelé, aucun mur. Les capitaux et les capitalistes circulent et s'installent où ils veulent, pourquoi seulement eux ?

Parce que la liberté de circulation et d'installation est un droit fondamental, exigeons et imposons l'ouverture des frontières, la liberté de circuler et de s'installer et la régularisation de tous les sans-papiers !

L'EUROPE S'OUVRE AUX MIGRANTS



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



SMART HAMBACH : TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS

Test en vraie grandeur pour les démolisseurs du Code du travail, les salariéEs de l'usine automobile SMART en Moselle ont été « consultéEs », sous la menace de suppressions d'emploi, pour travailler 39 heures, payées 37. A l'intérieur d'une seule usine, le chantage à l'emploi peut faire des ravages.

Au final, il n'a été accepté que par 39% des ouvriers sur 367 mais par 74 % des 385 cadres. Evidemment les médias n'ont reconnu que le total de 56,1 % sur l'ensemble des 800 salariéEs de l'entreprise. Mystère de la démocrate patronale où les cadres au forfait-jour décident du sort des ouvriers, de celles et ceux qui subissent les conditions de travail les plus dures pour des salaires de misère.

CGT et CFTD affirment vouloir s'y opposer, mais rien de tel que la mobilisation pour en bloquer l'application. Les sacrifices d'aujourd'hui n'ont jamais garanti les emplois de demain. Ce qui reste à l'ordre du jour c'est la réduction du temps de travail pour donner du travail à toutes et tous et améliorer les conditions de travail.

VALEO CHATELLERAULT : 1 EMPLOI SUR 10 DE SUPPRIMES

La direction de Valéo vient d'annoncer la suppression de 50 emplois sur 486 d'ici à deux ans à Chatellerault. L'établissement avait déjà connu près de 200 suppressions d'emploi à la fin des années 2000. C'est cette fois l'activité recherche et développement, l'établissement fabriquant aussi des moteurs d'essuie-glaces.

Déshabiller Pierre pour habiller Paul : Valéo veut en effet créer deux pôles dans deux autres sites de Valeo. Un à Issoire dans le Puy de Dôme et un en Allemagne à Bietigheim. Les salariés se verront proposer des mutations dans les autres sites du groupe "dans le Monde", c'est à dire jusqu'en Corée !

En fait, les affaires de Valéo vont très bien. Valéo a réalisé sur les six premiers mois de 2015 un chiffre d'affaires de 7,3 milliards d'euros en augmentation de 15% sur l'année précédente. Avec un bénéfice opérationnel de 538 millions d'euros, son taux de marge, qui mesure son profit, est de 7,4%. Ce n'est pas acceptable !

NON A LA CASSE DU CODE DU TRAVAIL !

Depuis des années les patrons veulent « alléger » le Code du Travail, c'est à dire pouvoir tout décider sans contraintes. Hollande et Valls ont décidé d'aller dans leur sens, et vite !

Le Code du Travail stipule déjà que tout salarié est subordonné au patron et qu'il doit obéir aux ordres. Mais toute limite à leur pouvoir est insupportable aux patrons.

Des contrats individuels et des accords locaux primeraient sur la loi, rendant possible la révision à la baisse du contrat de travail signé à l'embauche. Les patrons agiteront le chantage à l'emploi au niveau de chaque entreprise, là où les travailleurs sont les moins forts pour s'y opposer.

Le battage médiatique est immense, à la mesure de l'enjeu de cette remise en cause. Une riposte massive doit se construire dès maintenant. Une telle contre-réforme ne se négocie pas : elle se combat !

ILS GAGNENT ... AU BRÉSIL

Au Brésil, le temps de la croissance est fini. Comme dans d'autres pays du Sud, production et ventes de voitures plongent. Les constructeurs européens implantés dans le pays veulent y appliquer leurs recettes à base de suppressions d'emploi.

Mais au Brésil, des grèves massives illimitées, cela peut payer ! Dans l'Etat de Sao Paulo, les travailleurs d'une usine poids lourd de Mercedes s'étaient mis en grève à la fin du mois d'août contre l'annonce de 1500 licenciements, faite par mail électronique.

Après une semaine de grève des 10 000 salariés de l'usine, Mercedes a annulé les licenciements. Il y aura du chômage partiel et les baisses de salaire seront compensées pour moitié par l'Etat Brésilien. L'emploi de tous est garanti pour un an.

Cette victoire s'accompagne d'une autre chez Volkswagen où 50 licenciements ont eux aussi été annulés suite à la grève dans l'usine de Taubaté.

Partout les mêmes politiques patronales ! Et si partout on agissait pour les mêmes résistances !

ET SI SEULEMENT L'ARGENT MANQUAIT !

Le bilan des grandes entreprises du CAC 40 est clair : pour le premier semestre, une hausse de 29,7 %, soit près de 39 milliards en 6 mois. Ces résultats sont les conséquences de l'aggravation de l'exploitation des salariés et de la dégradation de leurs conditions de travail et de salaire.

Exploitation accrue d'un côté, poches plus remplies de l'autre. Et ils voudraient nous faire croire qu'il n'y a pas d'argent pour les solidarités. C'est ce système de vases communicants qu'il faut renverser !

LES MINISTRES S'ASSOIENT SUR LA LOI

Faire travailler des salariés sans fiches de payes et sans protection sociale c'est interdit. Mais cela n'empêche pas plusieurs ministères d'employer près de 50 000 « collaborateurs occasionnels » dont 40 000 pour le seul ministère de la Justice !

Des dizaines de millions économisés, mais qui manquent cruellement aux caisses sociales ! Pratiquer le travail illégal au ministère de la justice, voici un paradoxe qui en dit long.

LE CHIFFRE : 13,7 MILLIONS

C'est en euros la somme que va encaisser Michel Combes, l'ex-patron d'Alcatel-Lucent, à l'occasion de son départ ... après deux ans de présence ...

Ce versement à la légalité douteuse va à celui qui part, non au chômage mais vers la présidence de Numéricable-SFR ! Sous sa direction, l'équipementier télécoms a été soumis à un vaste plan d'économie qui a conduit à la suppression de 10 000 postes, dont 600 en France ... tout un monde à renverser ...

**Si nos idées t' intéressent, n'hésite pas
à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**